

Brochure n° 3173

Convention collective nationale

IDCC : 1810. – **ENTREPRISES DE PROPRIÉTÉ**
(15^e édition. – Janvier 2003)

AVENANT DU 21 JUIN 2005
RELATIF À L'AVIS DE LA CNPI
SUR LA SITUATION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL
NOR : *ASET0550952M*
IDCC : *1810*

Saisine de la FEP concernant l'interprétation de l'article 5 de l'accord du 29 mars 1990 (annexe VII à la CCN) :

L'article 5 de l'accord du 29 mars 1990 règle notamment le sort des représentants du personnel dont le mandat dépasse le cadre du marché repris. Ceux-ci peuvent opter pour rester dans l'entreprise sortante sous les conditions suivantes :

- « qu'ils en fassent la demande à leur employeur au plus tard 3 jours après avoir été informés de la perte du marché ;
- que leur temps de travail accompli sur le marché repris n'excède pas 40 % de leur temps de travail total accompli pour le compte de l'entreprise sortante ;
- qu'ils acceptent, lorsqu'elle existe, la proposition de reclassement faite par l'entreprise sortante dans le respect des clauses essentielles du contrat de travail. »

Le salarié qui ne remplit pas au moins l'une des conditions visées ci-avant est-il en droit de s'opposer à son transfert au sein de l'entreprise entrante ?

Par ailleurs, le salarié qui remplit les 2 premières conditions visées ci-avant peut-il s'opposer à son transfert lorsqu'il n'existe pas de proposition de reclassement dans le respect des clauses essentielles de son contrat de travail, par l'entreprise entrante ?

Après en avoir délibéré, les organisations présentes rendent de façon unanime l'avis suivant :

Dans son article 5, l'annexe VII prévoit des dispositions spécifiques aux représentants du personnel.

Ceux dont le mandat est attaché exclusivement au marché repris se voient poursuivre leur contrat de travail au sein de l'entreprise entrante dans les mêmes conditions que tout autre salarié (article 2, annexe VII).

Ceux dont le mandat dépasse le cadre du marché repris bénéficient d'une option pour rester au sein de l'entreprise sortante uniquement si les 3 conditions énumérées par l'article visé sont cumulativement remplies.

Si le salarié accepte le reclassement proposé par l'entreprise sortante, dans le respect des clauses essentielles du contrat de travail, celui-ci peut bénéficier de l'option citée à l'article 5 de l'annexe VII.

Par ailleurs, les signataires rappellent les dispositions de l'alinéa 9 de l'article 5.02 de la CCN :

« Lorsqu'un représentant du personnel (élu ou syndical) remplit les conditions exigées à l'annexe VII pour le transfert de son contrat de travail, celui-ci doit accepter comme il est prévu dans cette annexe et en application de celle-ci son transfert. »

Fait à Villejuif, le 21 juin 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FEP SA.

Syndicats de salariés :

FEETS - CGT-FO ;

CFDT Services ;

SEGIC-CFTC-CSFV ;

Fédération ports et docks CGT ;

SNCTAN-CGC.